

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et Plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota  
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito  
Semaine du 16 mai 2024

## Zoom sur : 0,7 % g.a, la croissance de la Colombie au T1 2024.



# DANE

L'institut statistique colombien (DANE) a indiqué que la Colombie a enregistré un taux de croissance modéré début 2024, inférieur à celui de la même période en 2023 (+3 % g.a.).

Au premier trimestre de 2024, les anticipations des experts convergeaient vers un taux de croissance de 0,2 %, soit un niveau inférieur à la croissance finalement réalisée.

Ce taux de croissance est le plus faible enregistré pour un premier trimestre depuis 2020 (0,6 %). La faiblesse de la demande interne (-2,6 %) et de l'investissement (-6,5 %) ont notamment contribué à ce résultat. De plus, plusieurs secteurs de l'économie ont eu un impact négatif sur la croissance : le commerce, les transports et l'hébergement (-2,4 %), l'agriculture (-4,2 %) et les activités financières (-6,8 %).

Inversement, les secteurs ayant crû sur le trimestre sont les secteurs de l'eau et de l'énergie (4,5 %), de l'immobilier (1,7 %), ainsi que le secteur artistique (5,2 %).

Le DANE a également révélé les chiffres actualisés de l'indicateur de suivi économique (ISE) pour le mois de mars 2024. L'activité économique en Colombie a enregistré une baisse, à -1,5 % g.a sur le mois. Les secteurs primaire (-4,2 %) et secondaire (-7,5 %) sont les principaux facteurs de baisse de l'indicateur. Le secteur tertiaire a enregistré une croissance de son activité de 0,6 % g.a. au mois de mars 2024.

# Bolivie

**Stabilisation des réserves : inquiétudes sur l'or non-certifié.**

Le président Luis Arce a informé que son gouvernement a maintenu les Réserves Internationales Nettes (RIN) à environ 1,8 Md USD au cours des huit derniers mois. Cependant, des économistes émettent des réserves quant à une partie de l'or, qui n'aurait pas encore été certifiée, et qui ne pourrait donc pas être comptabilisée dans les réserves. Malgré des mesures visant à stabiliser l'économie, les spécialistes estiment que les tonnes d'or en cours de raffinage ne devraient pas encore être considérées comme faisant partie des réserves, ce qui soulève des inquiétudes quant à l'exactitude de l'évaluation des réserves internationales de la Bolivie. Pour sa part, la Banque Centrale (BCB) a précisé que les RIN s'élevaient à 1,796 Md USD en avril. Les réserves brutes ont atteint 1,898 Md USD, dont 1,688 Md USD des réserves sont en or, 139 M USD en devises étrangères, 35 M USD en Droits de Tirage Spéciaux (DTS) et 35 M USD en Réserves de Tranche.

**YLB sélectionne 22 entreprises pour l'exploitation du lithium sur les petits salars.**

YLB, l'opérateur d'État pour le lithium, a choisi 22 entreprises pour participer à la phase II de son appel à manifestation d'intérêt concernant les ressources évaporitiques. Les trois sociétés françaises ayant manifesté leur intérêt (ERAMET, Geolith et Adionics) continuent d'être en lice. L'idée du gouvernement est de s'associer à une entreprise multinationale leader dans la production de lithium, mais selon les règles boliviennes. Selon les autorités boliviennes, le modèle est différent de ceux appliqués jusqu'à présent qui reposaient sur le développement de l'ensemble de la chaîne de valeur du lithium par l'entreprise publique YLB, sans la présence d'autres entreprises.

# Colombie

**En avril, l'indicateur de confiance des consommateurs (ICC) enregistrait une évolution négative de -11,4 %.**

La confiance des consommateurs a légèrement augmenté au mois d'avril (+1,6 pt%) par rapport à mars (-13 %) mais reste négative. L'ICC, mesure la confiance des Colombiens sur l'état actuel (*indice des conditions économiques ICE*) et futur (*indice des attentes du consommateur IAC*) de l'économie à travers des enquêtes réalisées sur un échantillon représentatif de consommateurs. En outre, ceux-ci sont interrogés sur leur perception de différents aspects de l'économie (emploi, revenus, dépenses, perspectives futures). Un indice faible peut indiquer une forte prudence dans les dépenses des ménages, guidés par leur perception négative de l'économie. A contrario, un indice fort peut indiquer que les consommateurs sont encouragés à dépenser par leur perception positive. La légère augmentation de l'ICC a été favorisée par une hausse de 4 pt% de l'IAC, compensé partiellement par l'ICE (-1,9 pt%). En mars 2024, l'ICE enregistrait une évolution négative de -21,2 % tandis que l'IAC passait de -8,9 % à -4,9 %.

**25 % des zones cultivées ont été affectées par le phénomène climatique El Niño.**

Au cours de ce phénomène, les pertes du secteur agricole s'élevaient à 38 % des récoltes. La productivité a chuté de 24 % pour les cultures de céréales, de racines, de tubercules, de légumineuses et de légumes. 25 % des zones cultivées ont été affectées par le phénomène. Le secteur de l'énergie, dépendant du niveau des réservoirs, a également été impacté. En effet, en période de faible niveau des réservoirs, la génération thermique, plus coûteuse, a été utilisée pour satisfaire la demande en énergie. En conséquence, le prix de l'énergie a augmenté (0,14 USD le kWh en janvier 2023 à 0,17 USD en janvier 2024). L'ANIF révélait le 15 mai 2024 qu'une augmentation de 1 % du prix de l'électricité se répercutait positivement sur l'inflation à hauteur de 0,47 pt%. Néanmoins, le gouvernement, avec la reprise des pluies, a

signalé la fin du phénomène climatique *El Niño* et la transition vers le phénomène *La Niña*. En effet, en avril 2024 le niveau des réservoirs a augmenté, passant de 28,6 % à 34,4 %.

**Le gouvernement colombien a réitéré son ambition de réformer la règle budgétaire.**

**Le ministre des finances a indiqué, au cours d'une audience publique de la cour constitutionnelle, l'urgence d'entreprendre des actions pour limiter le déficit budgétaire.**

Au cours de cette audience qui a eu lieu le 14 mai 2024, la possibilité de déduire les redevances versées à l'Etat sur la base taxable a été adoptée, alors qu'elle visait à être supprimée par la réforme fiscale de fin 2022. Cette mesure intervient dans un contexte d'incertitude sur le déficit budgétaire et pose des questions sur les ressources que le gouvernement cessera de percevoir à cause de cette mesure. Le ministre des finances a informé que cette décision pourrait *in fine* coûter 9 Md USD à l'Etat. De plus, le gouvernement fait face à une baisse des recettes. Les recettes sont inférieures aux prévisions et pourraient causer des problèmes de trésorerie. En effet, les liquidités détenues par le ministère des finances s'élèvent à 0,8 % du PIB, soit le niveau le plus bas enregistré depuis 2004. Le déficit budgétaire (4,4 % du PIB estimé pour 2024) et l'augmentation de la dette externe (53,7 % du PIB en mars 2024 contre 53,1 % au même mois de 2023) ont entraîné la hausse des taux de titres de trésorerie (TT). En effet, les analystes ont indiqué une augmentation des risques sur ces titres en 2024. De plus, le rythme ralenti du processus de désinflation a également participé à augmenter ces taux. Les détenteurs d'obligations ont vu leur perception du risque augmenter du fait de la volonté d'assouplissement de la règle budgétaire du gouvernement.

## Equateur

**Le Président Daniel Noboa a été reçu à l'Élysée.**

**Dans le cadre de la visite en France du Président Noboa, les 15 et 16 mai 2024, le ministre des finances et la ministre des**

**relations extérieures ont rencontré les entreprises françaises qui sont intéressées par des projets ou des potentiels investissements dans le pays.** La rencontre, organisée par le MEDEF international, a réuni une trentaine d'entreprises, ainsi que BPI France financement. Le Président Noboa a par ailleurs été reçu à l'Élysée par le Président Emmanuel Macron où ils ont abordé des sujets de coopération économique et au sein des organisations internationales.

**La hausse de la TVA provoque une inflation de 1,3 % en avril 2024.**

**L'inflation mensuelle en avril 2024 a enregistré une hausse de 1,3 % (vs. 0,24% en mars 2024) soit la plus élevée depuis 2008.** L'inflation en glissement annuel s'est établie à 2,75% en avril 2023. Les postes qui ont contribué significativement à cette hausse des prix sont le transport (+0,25%) et l'alimentation (+0,25%). Le panier de la ménagère s'est établi à 798 USD alors que le revenu moyen d'une famille est estimé à 859 USD. Cette augmentation des prix est essentiellement imputable à la hausse de la TVA de 12 % à 15 %.

## Pérou

**La Banque centrale a abaissé son taux directeur à 5,75% (-0,25 pt%).**

L'entité monétaire a précisé que, pour prendre cette mesure, elle a tenu compte du **taux d'inflation mensuel du mois d'avril, qui était de -0,05 %, et de celui de l'inflation sans les aliments et l'énergie, qui s'élevait à 0,11 %.** La banque Scotiabank indique qu'une nouvelle réduction de 0,25 points est possible si la modération des prix et la stabilité relative du taux de change se poursuivent. Selon eux, l'évolution de l'inflation et les anticipations en matière d'inflation et d'activité économique resteront les principaux facteurs à prendre en compte dans les décisions de politique monétaire.

**Les taux de pauvreté augmentent de nouveau, et atteignent les niveaux de la crise de la COVID-19.**

**En 2023, selon les chiffres publiés par l'institut statistique péruvien (INEI), le taux de pauvreté atteint 29 %, cumulant deux années consécutives d'augmentation et atteignant**

## **des niveaux très proches de ceux atteints lors de la pandémie de 2020 (30,1%).**

Concrètement, entre 2019 et 2023, 3,29 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté. Ces résultats marquent une forte augmentation puisqu'entre 2015 et 2019 le taux de pauvreté était en dessous de 22 %. En outre, l'extrême pauvreté a atteint 5,7 %, un taux encore plus élevé que lors de la pandémie de 2020 (5,1%). Selon l'IPE (un centre d'analyse), au cours de la période 2004-2013, lorsque l'investissement privé a augmenté d'environ 14% par an, le taux de pauvreté a baissé en moyenne de quatre points chaque année. Avec un taux de croissance du PIB de 3,0% par an (taux de croissance de 2023 annoncé par le ministère de l'économie), il faudrait environ deux décennies pour revenir aux niveaux d'avant la pandémie. En outre, les experts constatent qu'1,8 millions de péruviens sont sortis de la classe moyenne entre 2019 et 2023, qui passe de 40% à 33% de la population.

# Suriname

## **Petronas a découvert un troisième gisement d'hydrocarbures au sein du bloc 52, au large du Suriname.**

En forant à 5 227 mètres de profondeur, plusieurs réservoirs de pétrole et de gaz ont été découverts par la compagnie pétrolière dans le puit d'exploration Fusaea-1. Pour mémoire, ce bloc est opéré en partenariat avec ExxonMobil. Cette découverte fait suite à celle des gisements des puits de Roystonea-1 et Sloanea-1. La compagnie pétrolière a déclaré que ces découvertes témoignent des connaissances de la géologie de la région. Ce bloc, d'une taille de 4 749 km<sup>2</sup>, est situé dans le bassin Suriname-Guyana au nord de Paramaribo.

# Venezuela

## **Production pétrolière en avril 2024 : rapport OPEP.**

Selon chiffres officiels du ministère du pétrole, la production atteindrait 878 000 bpj (+4 000 bpj). Selon les sources secondaires la production aurait baissé de 13 000 bpj pour atteindre 809 000 bpj. Le prix du brut de référence (Merey 16) a été de

74,91 USD par baril (+5% qu'en mars) soit 69,92 USD par baril en moyenne depuis début 2014 (+15,1% qu'au T1 2023).

## **Le ministère du pétrole vénézuélien autorise l'entreprise Eway à importer du diesel et de l'essence.**

La société colombienne Eway, qui opère au Venezuela depuis 2022 en important du carburant pour les avions, les ambulances aériennes et les avions à usage agricole, a déclaré que cette autorisation a été obtenue en mars et que le prix du carburant faisait toujours l'objet de négociations avec le gouvernement vénézuélien. Dans un premier temps, ils importeront uniquement du diesel à usage industriel.

## **La Banque centrale maintient sa stratégie de resserrement monétaire.**

**Durant la première quinzaine de mai, la BCV a vendu 148 M USD aux banques, soit une augmentation de 59% vs. la même période de mars dernier.** Les interventions de change de la BCV ont atteint 1,4 Md USD en 2024, soit moins que sur la même période en 2023 (1,6 Md USD).

## **Le système bancaire vénézuélien ne remplit pas ses obligations réglementaires de réserves obligatoires depuis 40 semaines (10 mois).**

**Le taux de réserves obligatoires au Venezuela atteint 73% (record latinoaméricain).** Le très haut taux de réserves obligatoires résulte sur une forte restriction portée aux liquidités bancaires, ce qui réduit les possibilités pour les banques de prêter et induit des pénalités liées au non-respect de ces exigences.

# Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2022	2023 p.			2021	Variation par rapport à 2020	
	2023 e	2023 e			2023 p.	2023 p.			Variation en fin de période, 2023 p.
<b>Bolivie</b>	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
<b>Colombie</b>	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
<b>Equateur</b>	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
<b>Guyana</b>	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
<b>Pérou</b>	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
<b>Suriname</b>	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
<b>Venezuela</b>	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
<b>Argentine</b>	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
<b>Brésil</b>	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
<b>Chili</b>	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
<b>Mexique</b>	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : [jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr); [mario.demenech@dgtresor.gouv.fr](mailto:mario.demenech@dgtresor.gouv.fr)